

14 février 1946

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !
Organe de l'Union Communiste (IVème Internationale)*

CROIZAT le calomniateur

"Si le gouvernement d'unité nationale avait été à majorité socialiste-communiste, il ne fait aucun doute que les légitimes revendications des fonctionnaires et des travailleurs des Services publics auraient reçu rapidement satisfaction", c'est ce qu'écrivait *L'Humanité* le 6 décembre au moment de la grève des fonctionnaires.

Après le mouvement gréviste des ouvriers de la Presse, tous les travailleurs savent aujourd'hui à quoi s'en tenir quant à ces promesses.

Devant l'amenuisement constant de leur pouvoir d'achat, que demandaient les ouvriers grévistes ?

Avant tout : L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES, mesure vitale pour L'ENSEMBLE de la classe ouvrière.

Comment leur a répondu le ministre du Travail Croizat, mandaté à ce poste par le P.C.F. ? Par la CALOMNIE : selon lui, les ouvriers de la Presse qui, dit-il, n'ont pas fait la grève sous l'occupation, qui ont "collaboré" en la personne de certains dirigeants, font grève aujourd'hui pour mettre en péril la "démocratie", et la presse de la "Résistance" (Croizat pleure ici *L'Aube*, *Le Figaro*, *L'Epoque*, *Combat*, etc...) !

Les ouvriers ont cherché à se défendre contre ces infâmes arguments destinés à discréditer leur mouvement mené dans l'intérêt de tous les travailleurs. A Lille, les ouvriers du quotidien du P.C.F. ont refusé d'insérer les calomnies de Croizat et à Paris les ouvriers imprimeurs de *L'Humanité* les ont censurées.

D'un ton hautain et dédaigneux, Hervé répond le lendemain : "Nous nous permettons de poser quelques questions : les rotativistes ont-ils sous l'occupation exercé une censure sur la presse nazie ?... Plus près de nous, ont-ils jamais émis la moindre prétention de supprimer les calomnies anti-ouvrières des journaux des trusts ?" Par ces "quelques questions", Hervé cherche à renforcer les calomnies de Croizat, suivant lesquelles les ouvriers de la Presse ne seraient que les complices de la réaction !

Cependant, dans le cas présent, les ouvriers de la Presse n'ont fait que riposter par le seul moyen en leur pouvoir contre une calomnie précise lancée contre eux par *L'Humanité*. En ce qui concerne les grèves sous l'occupation, les ouvriers de la Presse répondent qu'ils ont exercé leur métier "tout comme les métallos ont été forcés de fabriquer des tanks et des canons pour les Allemands". Quant à la censure des journaux de droite d'aujourd'hui, nous posons aussi "quelques questions" aux calomniateurs :

Vous êtes au gouvernement depuis des mois ; où en est l'épuration des réactionnaires qui sont maîtres de l'Etat ?

N'êtes vous pas plutôt vous-mêmes les collaborateurs et les complices de la réaction – du M.R.P. – dans le gouvernement ?

Vous qui disposez de moyens immenses et prétendez gouverner, vous demandez aux ouvriers pourquoi ils ne censurent pas la presse pourrie (après que Croizat lui-même ait reproché aux ouvriers d'empêcher par la grève sa parution). Nous vous demandons : avez-vous lancé un appel aux ouvriers en ce sens ? Ne prêchez-vous pas, tout au contraire, l'ordre, la soumission à "une seule police" ?

Vous qui prétendez être des vrais anti-fascistes, de ne pas avoir peur du peuple, lancez donc des appels précis de lutte et d'action aux ouvriers, qui ne demandent qu'à agir contre les capitalistes et la réaction militariste et fasciste, et ils vous suivront.

Mais ce que vous-mêmes dénoncez de temps en temps pour la forme – la réaction, la presse de droite, etc... – vous avez justement peur que les ouvriers ne s'y attaquent pour de bon. Et c'est justement pour cela, quand les ouvriers, par-dessus votre tête, montrent leur volonté d'agir, que vous vous montrez tels que vous êtes véritablement : des calomnieurs et des briseurs de grève.

Quand les Croizat et Cie traitaient les trotskystes de "fascistes", les travailleurs étaient bien obligés de les croire, tant que l'expérience n'avait pas démontré que Croizat et Cie étaient des calomnieurs. Aujourd'hui, après l'attitude des prétendus chefs ouvriers vis-à-vis des mouvements de protestation contre la carte de pain et leur attitude vis-à-vis des grévistes de la Presse, l'expérience a démontré qu'ils n'hésitent pas, dans leur seul intérêt, à calomnier TOUS LES OUVRIERS QUI NE MARCHENT PAS AU PAS.

Les ouvriers comprendront maintenant pourquoi, craignant le contrôle et la critique ouvrière, ces dirigeants pourris, pour couvrir leurs calomnies, n'hésitent pas à utiliser contre les ouvriers révolutionnaires et leur presse des méthodes de gangsters ; pourquoi ils ont incité à Boulogne des ouvriers inconscients à s'attaquer à dix contre UNE camarade vendeuse d'un journal d'opposition syndicale ; pourquoi ils ont excité des ouvriers inconscients du P.C.F. à s'opposer, devant la "Précision Mécanique", par des coups de poing à la distribution d'un tract de notre organisation, où nous dénoncions les manœuvres réactionnaires de De Gaulle, parti pour essayer de revenir à la tête des cagouards et des fascistes. VOILA CONTRE QUOI ILS CRIAIENT AU "FASCISME" ! (Ont-ils oublié la fable du berger criant mensongèrement au loup et que personne n'aida quand le loup vint pour de bon ?)

Cependant, malgré ces infamies des chefs staliniens, les ouvriers ne se trompent pas sur leur véritable ennemi N° 1 : la bourgeoisie et son Etat, les cercles réactionnaires, les bandes mercenaires à la tête desquelles De Gaulle se prépare à revenir. Malgré l'attitude criminelle et les calomnies des traîtres à la classe ouvrière, nous disons aux travailleurs : SOYONS PRETS ET FORGEONS L'UNITE DE COMBAT DE LA CLASSE OUVRIERE ENTIERE CONTRE LA BOURGEOISIE ET LA REACTION ; mais par votre attitude et VOTRE INTERVENTION ENERGIQUE, opposez-vous à ceux qui violent la démocratie ouvrière. NE LAISSEZ PAS LES JAUNES DIVISER LA CLASSE OUVRIERE par la calomnie et les méthodes dignes des fascistes. NETTOYONS D'ABORD NOTRE PROPRE MAISON !

Tout ouvrier honnête comprendra maintenant que notre lutte intransigeante contre le stalinisme, sa politique et ses méthodes, n'est pas une lutte anti-communiste, comme les calomnieurs du P.C.F. veulent le faire croire pour mieux cacher leur propre trahison, mais une lutte POUR LE

COMMUNISME !

Car si la classe ouvrière veut être forte contre les capitalistes et allier à sa lutte émancipatrice tous les opprimés, ELLE DOIT SOUMETTRE AU FEU DE LA CRITIQUE ses propres dirigeants qui, consciemment ou non, se font les agents de la bourgeoisie et de son Etat !

LA LUTTE DE CLASSES

OU VA LA FRANCE ?

QUE SIGNIFIE LE DEPART DE DE GAULLE ?

De Gaulle a justifié son départ de la manière suivante : "Je ne suis pas un homme de parti et je ne veux pas en devenir un... et si je faisais appel au pays contre les partis dominant la Chambre – confiait-il à divers journaux – je serais accusé de me faire plébisciter dans un but dictatorial"...

Il y a quelques mois à peine, en vue des élections du 21 octobre, De Gaulle n'avait nullement ces scrupules concernant le plébiscite. Le plébiscite devait au contraire lui assurer une majorité de "oui-oui" qu'il disait "désirer de toute son âme" et qui, en rendant l'Exécutif indépendant du Parlement et en assurant la "stabilité du pouvoir", aurait "sauvé le pays".

Et c'est malgré les pouvoirs obtenus par le plébiscite et par les votes quasi-unanimes du "Parlement", que De Gaulle s'est montré impuissant à "sauver le pays" et s'est retiré laissant ses successeurs se débattre dans une situation catastrophique.

La preuve est donc faite que la crise mortelle du capitalisme français ne peut être maîtrisée par "l'unanimité nationale" de tous les Partis autour d'un "arbitre" au-dessus d'eux.

Appuyé sur l'Etat et soutenu par le P.C.F. et le P.S. qu'effraye l'activité indépendante des masses, De Gaulle espérait paralyser la classe ouvrière et mater "l'anarchie". Dans ce cas, le "oui-oui" devait être la consécration juridique de son pouvoir personnel. Mais "la lutte de classes grandissante a emporté, avec son pouvoir personnel d'arbitre, les chiffons de papier des oui-oui". (*Lutte de Classes*, n°53)

On voit ainsi que ceux qui prétendaient se battre pour gagner une majorité de "oui-non", n'auraient fait que fournir, en cas de victoire, un prétexte de plus à la démagogie de De Gaulle qui aurait prétendu que les pouvoirs obtenus n'étaient pas suffisants pour l'accomplissement de sa tâche. On voit aujourd'hui que ceux qui prétendaient lutter contre De Gaulle par le "oui-non" ne faisaient que "brosser l'ombre d'un carrosse avec l'ombre d'une brosse".

Maintenant qu'il n'est plus au gouvernement, De Gaulle veut utiliser la situation catastrophique, résultat de sa propre politique, dans le but de discréditer le régime des Partis, en faveur d'un "homme à poigne" s'imposant à tous par la force, et par cela même seul capable de restaurer définitivement "l'ordre".

En réalité, ce "pouvoir fort" ne pourra pas donner plus de pain aux masses ; mais la bourgeoisie en a besoin pour *étouffer* les protestations que le régime des Partis rivaux n'est pas en mesure d'empêcher.

C'est pourquoi la formule qu'il ne veut pas devenir un homme des Partis parlementaires, n'est qu'un prétexte que De Gaulle s'est ménagé pour pouvoir se mettre à la tête du *parti anti-parlementaire*.

Déjà autour de lui se rassemblent pétainistes, cagoulards et 6-févrieristes, qui l'appelleront à la suite d'une "journée réussie", comme ils ont essayé de le faire avec Doumergue après le 6 février 1934.

C'est ce développement inévitable de la situation que nous avons indiqué dès septembre 1944 (*Lutte de Classes*, n°36) :

"De Gaulle est en présence de la même tâche que Pétain : instaurer "l'ordre" dans une situation commandée par la guerre et l'épuisement économique, physique et moral de la nation. Ce qui signifie rejeter toutes les difficultés de cette situation sur les masses travailleuses et pauvres...

Contrairement à Pétain, De Gaulle a incontestablement les masses populaires derrière lui. Mais de quoi est faite cette confiance ? Les petits-bourgeois lui font confiance en tant que représentant de leurs aspirations patriotico-chauvines, capable en même temps de *s'opposer aux exigences de la classe ouvrière et de mater le communisme*. La classe ouvrière, elle, fait confiance au P.C., au P.S. et à la C.G.T. et compte sur eux pour arracher à De Gaulle des réformes substantielles en faveur de la démocratie et des travailleurs !

Cette "confiance" générale cache en réalité un conflit inévitable. En l'absence d'une amélioration économique et diplomatique considérable et immédiate -ce qui est chose exclue-, que se passera-t-il ? Les travailleurs *patienteront* sous la pression des organisations social-patriotes, mais ne pourront pas cesser d'exiger des améliorations constantes, ce qui poussera de plus en plus loin dans la voie de la lutte anti-capitaliste et pour leur propre pouvoir. De leur côté, les petits-bourgeois, que les capitalistes trompent en attribuant leur misère aux revendications ouvrières, s'exaspéreront. Ne sachant plus à quel saint se vouer, ils seront de plus en plus travaillés par les cadres fascistes, constituant non plus comme avant la guerre des groupes isolés, mais dès aujourd'hui, à l'échelle nationale, la base d'un parti fasciste puissant à qui ne manque plus que la sympathie des masses. Ainsi la situation ne peut se développer que vers des solutions extrêmes : ou *la dictature du prolétariat* et l'expropriation de la bourgeoisie (solution progressive de la crise) – ou l'écrasement du prolétariat par le fascisme, rejet de toute la société vers la barbarie pour le maintien du capitalisme. De Gaulle ne représente qu'un régime de transition de plus ou moins longue durée, un essai de dictature bonapartiste voulant maintenir l'équilibre entre les classes. Mais de même qu'en Allemagne, en Espagne, etc., seul le heurt décisif entre le prolétariat et les organisations fascistes et bureaucratiques-militaires de la bourgeoisie décidera de l'issue de la situation."

Voilà pourquoi De Gaulle quitte aujourd'hui son rôle de Hindenburg français : POUR ESSAYER DE JOUER CELUI DE FRANCO, EN TANT QUE PORTE-DRAPEAU D'UN COUP DE FORCE MILITAIRE-FASCISTE ANTI-OUVRIER.

LE GOUVERNEMENT GOUIN ET LE FASCISME

Le départ de De Gaulle et la fin de "l'unanimité nationale" ont mis à l'ordre du jour le heurt inévitable entre les organisations de la réaction et la classe ouvrière organisée. Après avoir présenté ce départ comme une victoire, la presse "communiste" et "socialiste" parle à présent de danger fasciste, de 6 février, et même de plans précis et de délais fixés par la réaction.

Le gouvernement d'unanimité nationale représentait un effort en vue d'ajourner la crise. (*"C'est pour retarder à tout prix le conflit entre les deux camps que les bureaucrates ouvriers se réfugient derrière l'arbitrage de De Gaulle"*, écrivait *La Lutte de Classes*, le 14 novembre). Faisant place à un gouvernement de coalition à caractère "parlementaire", le départ de De Gaulle et sa proclamation contre les Partis, apportent au camp réactionnaire-fasciste l'appui direct et ouvert des cercles militaires et de la haute bourgeoisie.

Cette situation *nouvelle* met au premier plan de la politique révolutionnaire la divulgation de ce regroupement qui situe le PRINCIPAL DANGER anti-ouvrier HORS DU GOUVERNEMENT.

"Nous avons effectué le retour au parlementarisme et à la "démocratie", se sont écriés, "soulagés", les chefs faillis des Partis ouvriers au gouvernement. Cependant, malgré leurs proclamations du premier jour contre les pouvoirs spéciaux, ils y ont eu recours pour les mesures financières. En même temps, chacun des trois partis coalisés explique que les mesures indispensables ne sont pas prises, parce que les deux autres le paralysent.

Mais cette situation des partis au gouvernement frappe à mort l'idée même des partis et du parlement. Au milieu de la crise mortelle où se débat l'économie française, elle inculque aux masses l'idée que rien ne sera fait tant qu'il n'y aura pas une force unique pour mener une politique cohérente. Le spectacle d'impuissance et de demi-mesures (exemple des crédits militaires) crée la situation la plus favorable pour un coup d'Etat militariste, en l'absence d'une politique révolutionnaire au sein du prolétariat, capable de le soulever.

Le départ de De Gaulle rejette toute la responsabilité du développement de la situation sur le gouvernement, couvert par les noms du P.C.F. et du P.S., et soutenu par la C.G.T. Or, un pouvoir *bourgeois, répressif* contre les masses, camouflé en "démocratie ouvrière", fournit au fascisme la source principale d'agitation.

"Si lors de ce conflit (de classe), auquel la bourgeoisie se prépare, les Partis qui se réclament de la classe ouvrière se trouvent dans le gouvernement bourgeois, affameur et répressif, ils ne feraient que faciliter la montée du fascisme et la catastrophe pour la classe ouvrière". (Lutte de Classes, n° 54).

Cet avertissement d'hier dévoile LE PLUS GRAND DANGER QUI MENACE AUJOURD'HUI.

LA GREVE GENERALE ET LE FASCISME

La politique des social-patriotes consiste à vouloir démontrer à la bourgeoisie leur capacité de gouverner, de maintenir "l'ordre", de "stabiliser" la situation. C'est en raison de cette politique que les social-patriotes au gouvernement se montrent impuissants vis-à-vis de la bourgeoisie et se retournent avec toute leur vigueur contre la classe ouvrière, en accusant les mouvements revendicatifs et grévistes de "faire le jeu de la réaction".

Mais en quoi les grèves peuvent-elles faire le jeu de la réaction ?

Ce sont les social-patriotes qui, en s'efforçant d'endiguer les grèves qui surgissent inévitablement de la situation économique, les condamnent à la dispersion et à l'isolement et les font ainsi apparaître comme des mouvements particuliers à telle ou telle catégorie professionnelle, comme jetant le trouble dans la vie économique en n'apportant aucune issue, comme fauteurs d'"anarchie".

Les social-patriotes apportent ainsi eux-mêmes de l'eau au moulin du fascisme en présentant les mouvements ouvriers contre l'anarchie capitaliste, comme la cause de cette anarchie capitaliste.

Dans ces conditions, il ne suffit pas d'alerter les travailleurs contre la réaction et un nouveau 6 février, il faut avant tout trouver le moyen d'empêcher les social-patriotes d'étrangler le mouvement ouvrier, seule véritable force contre le fascisme.

Si les social-patriotes font le jeu de la réaction et du fascisme par leurs tentatives impuissantes d'endiguer les grèves, la grève générale serait au contraire, en même temps qu'un coup mortel porté

au fascisme, le moyen de briser leur politique de collaboration de classe. Elle les obligerait, tout au moins temporairement, à se mettre du côté de la classe ouvrière. Certes ils ne le feraient que pour ne pas se couper des masses et pour endiguer leur mouvement, comme en 1936 (Thorez : "Il faut savoir finir une grève"). Mais dans ce nouveau combat la classe ouvrière entrera avec une autre expérience que celle de 1936 et le renforcement des tendances révolutionnaires empêchera les dirigeants traîtres d'arriver à leur fin.

La grève générale seule peut exprimer les objectifs communs à toute la population et montrer ainsi une issue à la situation. En tant que champion des revendications essentielles communes à toute la population laborieuse, la classe ouvrière rassemblerait autour d'elle toutes les couches non-prolétariennes et couperait ainsi l'herbe sous le pied du fascisme.

Ce n'est donc pas en faisant défiler les ouvriers, un dimanche, de la Nation à la République, sous le mot d'ordre produire, que les chefs social-patriotes feront reculer la réaction et le fascisme.

La tâche principale de l'avant-garde révolutionnaire dans chaque mouvement gréviste de quelque importance (comme dans le cas des fonctionnaires, des imprimeurs, etc.) est avant tout de s'efforcer d'élargir le mouvement pour lui donner l'appui de toute la classe ouvrière, de le transformer en grève générale.

Dans leur propagande et leur agitation, les révolutionnaires doivent faire comprendre aux ouvriers qu'il n'y a aucune autre issue que de se préparer à livrer le combat décisif.

Qui l'emportera ?

NOUVEAU LANGAGE, ANCIEN REGIME

De Gaulle et ses "techniciens" partis, le nouveau gouvernement, quoique formé par les trois principaux partis qui avaient soutenu De Gaulle dans tous ses actes, s'est mis à tenir un langage tout à fait nouveau et à remettre en question, tout au moins en paroles, sa politique de la veille

Pourquoi ce soudain revirement ? A peine deux mois auparavant, les ministres M.R.P., "socialistes" et "communistes", avaient unanimement voté le budget De Gaulle-Pleven et les crédits militaires ; il y a à peine deux mois Tillon déclarait qu'il "défendait le budget parce que le général De Gaulle lui en avait donné la mission et qu'il n'était pas le ministre du désarmement" ; aujourd'hui l'on déclare que la France n'est pas en mesure d'entretenir une armée et de s'épuiser dans une production d'armements, et qu'il faut "porter la hache" dans les dépenses de l'Etat. Hier De Gaulle "jouait gagnant" et ses collègues au gouvernement, loin de le démentir, proclamaient leur "confiance" (Duclos, le 2-1) et invitaient les ouvriers à "produire". Aujourd'hui l'on dévoile que la situation est catastrophique et l'on prétend "dire la vérité" (ce qui est avouer que l'on mentait la veille). La situation les oblige à reconnaître aujourd'hui des vérités que nous, trotskystes, n'avons cessé d'énoncer depuis un an, à savoir : la politique bourgeoise aventuriste et dirigée contre les masses ("la misère derrière un plastron impérialiste" (L. de Cl. du 20-3-45), la nécessité pour la France appauvrie par six années de guerre de renverser la vapeur, sous peine de catastrophe. Pourquoi ce soudain revirement, demandons-nous ?

Parce que De Gaulle, porte-parole des 200 familles, représentant des cercles militaristes et réactionnaires, protégeant et grânciant les fascistes et les pétainistes, n'a pas voulu se contenter, dans sa politique d'écrasement du peuple, de l'appui que lui ont accordé les Partis parlementaires. Après avoir jeté le discrédit sur ces Partis et les avoir embourbés dans une politique de catastrophe, il veut en finir une fois pour toutes avec le régime des Syndicats, des Partis, des manifestations populaires,

il veut un "pouvoir fort", un régime pétainiste déclaré. Déjà les 6-févrieristes s'agglutinent autour de lui, et malgré un langage qui veut être rassurant, L'Humanité écrit (le 21-1) au sujet du départ de De Gaulle : "ce qui nous inquiète... c'est une obscurité persistante, en laquelle nous devinons des luttes de clans, des intrigues, les volontés des hommes des trusts de saper nos institutions démocratiques..." Le Monde, journal des 200 familles, "garde l'espoir que le général De Gaulle n'estimera pas sa tâche terminée".

C'est cette menace fasciste qui oblige ces messieurs du P.C.F. et du P.S., après avoir endossé la responsabilité de la politique archi-réactionnaire de De Gaulle pendant un an et demi, à changer de langage ; il a fallu qu'un danger menace leurs propres positions pour qu'ils se mettent à reconnaître des vérités que depuis un an et demi il était facile de voir, et que nous n'avons cessé de défendre devant les travailleurs.

Mais leur nouveau langage correspond-il réellement à une nouvelle orientation pratique ?

Le gouvernement a envisagé la suppression de la politique néfaste de subventions aux capitalistes ; mais quelle pression obligera ceux-ci à ne pas provoquer en contre-partie une nouvelle montée des prix ? Serait-ce les agents de l'Etat pour lesquels l'expérience a déjà suffisamment montré non seulement leur impuissance, mais leur complicité ? "La réduction des subventions va, de toutes façons, accroître le coût de la production et, par là-même, le niveau des prix", écrit déjà Le Monde.

Le gouvernement a proclamé la nécessité de réduire massivement les dépenses militaires : immédiatement les "milieux militaires" se sont dressés sur leurs jambes et ont fait valoir que "90 milliards sont nécessaires rien qu'aux dépenses du personnel civil des armées et de l'armement, de la gendarmerie, des effectifs des colonies et d'Extrême-Orient. Sans compter donc les dépenses pour l'armée continentale (France, Allemagne, Autriche), la marine, l'aviation, les armements". Or, le gouvernement ne conteste la nécessité d'aucune de ces dépenses, ni de la poursuite de l'aventure en Indochine. La pression des cliques militaires est forte au point que, malgré le langage nouveau que tient le P.C.F., Tillon, voulant ménager la chèvre et le chou tout en reconnaissant la nécessité de fabriquer "aussi" des casseroles ou des tracteurs, déclare son impossibilité de renoncer ou de réduire la fabrication des canons.

Toutes les proclamations verbales sont réduites à néant, dès que, dans ses négociations, le gouvernement est mis en présence des sphères dirigeantes de la haute bourgeoisie (dans l'économie, l'armée ou l'administration).

Tout le programme REEL du gouvernement n'est-il pas dans ce contraste entre sa faiblesse vis-à-vis des capitalistes, des cercles bureaucratiques et réactionnaires de l'Etat d'un côté, et sa "fermeté" dans le cas de la grève des rotativistes qui luttaient pour l'échelle mobile des salaires (que le nouveau gouvernement, comme l'ancien, maintient bloqués à leur niveau de misère) ? Malgré l'arbitrage de Saillant lui-même (que les calomniateurs n'oseront pourtant pas accuser d'"agent de la réaction" comme ils l'ont fait pour les grévistes), le gouvernement proclame avec une extrême fermeté et dureté qu'il refuse toute concession (sans rapport avec le taux même des salaires).

La situation catastrophique réclame un gouvernement ferme, fort ? Oui !

De Gaulle veut un pouvoir fort au service de la bourgeoisie, pour rejeter tout le fardeau de la crise sur le dos du prolétariat en empêchant ses moindres revendications et protestations.

La classe ouvrière, elle, doit construire un pouvoir fort contre la minorité exploiteuse, pour mettre fin à la crise.

Il faut un gouvernement fort pour faire enfin payer les riches, pour confisquer les CENTAINES DE MILLIARDS de bénéfices et superbénéfices de guerre réalisés depuis 1938, de profits et surprofits des trafiquants et spéculateurs ; pour éliminer les parasites et les "intermédiaires", pour procéder à l'organisation rationnelle de l'économie par l'expropriation SIMULTANEE et SANS INDEMNITE de toutes les grosses banques et industries-clé avec le concours et sous le contrôle des ouvriers et employés. Il faut un gouvernement fort pour mettre à la raison les généraux et les cagouards, les 6-févrieristes (regroupés dans le "Parti Républicain de la liberté") et toute la racaille réactionnaire, rétrograde et anti-ouvrière.

Le 12 février 1934, les Partis ouvriers et la C.G.T. ont lancé l'appel de lutte contre le fascisme dans le front unique de la classe ouvrière ; mais c'est seulement parce que, par leur attitude et leur activité spontanée d'en bas, les travailleurs les avaient déjà obligés à le faire. Se rappelant cet exemple, les travailleurs se doivent, encore une fois, de prendre l'initiative. La pratique montre que les Partis, se réclamant de la classe ouvrière, collaborant aujourd'hui au gouvernement bourgeois, ne peuvent se décider d'eux-mêmes à faire appel à l'énergie des travailleurs. Dans les paroles, ils essayent d'"effrayer" la bourgeoisie et donnent prétexte à ses agissements ; dans les actes, ils sévissent contre les travailleurs, faisant ainsi le lit du fascisme. Pour faire appel à l'action ouvrière, ils n'attendront pas moins que le moment de danger mortel où la réaction, prenant l'initiative, frappera d'abord.

Il faut donc, DES MAINTENANT, obliger les Partis ouvriers à s'appuyer directement sur l'activité de la classe ouvrière organisée, à rompre avec les Partis de la bourgeoisie et à entamer la lutte pour un gouvernement démocratique fort contre les capitalistes et la réaction.

Un gouvernement fort s'appuyant sur les milices ouvrières, armées d'usine et de quartier, pour être capable de battre les fascistes et les cliques paramilitaires : car l'appareil étatique actuel, sa police, sa justice, est lui-même complice de la réaction et du fascisme.

Un gouvernement fort, capable d'endiguer la débâcle économique et d'assurer le relèvement à travers le contrôle exercé par les Comités ouvriers d'entreprise.

Un Etat bon marché, parce qu'appuyé sur le peuple et non pas sur la police et les cagouards contre le peuple.

Un pouvoir appuyé sur l'activité et le contrôle direct des millions de travailleurs organisés dans leurs Partis, leurs Syndicats, leurs Associations, leurs Comités, serait le seul pouvoir à la fois centralisé et pleinement démocratique.

Travailleurs, forcez les Partis parlant en votre nom à rompre avec la bourgeoisie et à ouvrir une véritable lutte pour ce pouvoir, pour la constitution d'un gouvernement appuyé sur les organisations et les milices ouvrières. MOBILISEZ-VOUS POUR LA CONSTITUTION DU GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN !

LA REVOLUTION RUSSE, NOTRE GUIDE

Publication du texte de l'allocution prononcée par James P. Cannon, Secrétaire national du Socialist Workers Party, à l'occasion du 28ème anniversaire de la Révolution bolchevique russe, devant 300 ouvriers au meeting de la section de New-York du S.W.P., tenu à l'hôtel Diplomat, le dimanche 4 novembre 1945.